

**SEMINAR "10 YEARS AFTER: CHALLENGES AND PROPOSALS FOR ANOTHER
POSSIBLE WORLD"
SOCIAL FORUM OF PORTO ALEGRE, JANUARY 2010**

**LE MOUVEMENT ALTERMONDIALISTE FACE A LA CRISE GLOBALE
INTERVENTION DE GUSTAVE MASSIAH¹**

Je vous propose de réfléchir à partir de dix hypothèses énoncées de manière lapidaire.

**1. L'enjeu de l'issue de la crise, c'est la définition d'un nouveau projet
d'émancipation pour le 21^{ème} siècle**

Je me réfère ici au point de vue du mouvement altermondialiste. Le mouvement altermondialiste se définit comme un mouvement historique qui s'inscrit dans la durée. Il prolonge et renouvelle les trois mouvements historiques précédents. Le mouvement historique de la décolonisation ; et de ce point de vue, l'altermondialisme a modifié en profondeur les représentations Nord-Sud en les réaffirmant pour les resituer dans un projet mondial commun. Le mouvement historique des luttes ouvrières ; et de ce point de vue, est engagée la mutation vers un mouvement social et citoyen mondial. Le mouvement des luttes pour les libertés à partir des années 1960-70 ; et de ce point de vue il porte le renouvellement de l'impératif démocratique après l'implosion du soviétisme en 1989 et les régressions portées par les idéologies sécuritaires. La décolonisation, les luttes sociales, l'impératif des libertés constituent la culture de référence historique du mouvement altermondialiste. Il s'agit de définir un nouveau projet d'émancipation. Après le projet national et la souveraineté populaire des Lumières, après le projet de libération sociale du communisme, il faut définir un projet qui associe la libération sociale, écologique, des libertés et de la paix

Le mouvement altermondialiste s'est affirmé comme un mouvement antisystémique porteur d'avenir par rapport à la phase néolibérale de la mondialisation capitaliste. Le mouvement altermondialiste dans ses différentes significations est porteur d'un nouvel espoir né du refus de la fatalité ; c'est le sens de l'affirmation « un autre monde est possible ». Nous ne vivons pas « La Fin de l'Histoire » ni « Le Choc des civilisations ». La stratégie du mouvement altermondialiste s'organise autour de la convergence des mouvements sociaux et citoyens qui mettent en avant la solidarité, les libertés et la paix. Dans l'espace des Forums Sociaux Mondiaux, ils confrontent leurs luttes, leurs pratiques, leurs réflexions et leurs propositions. Ils construisent aussi une nouvelle culture politique fondée sur la diversité, les activités autogérées, la mutualisation, « l'horizontalité » par rapport à la hiérarchie.

A travers les forums, une orientation stratégique s'est dégagée, celle de l'accès pour tous aux droits fondamentaux. C'est la construction d'une alternative à la logique dominante, à l'ajustement de chaque société au marché mondial à travers la régulation par le marché mondial des capitaux. A l'évidence imposée qui prétend que la seule manière acceptable pour organiser une société et le monde, c'est la régulation par le marché, nous pouvons opposer la proposition d'organiser les sociétés et le monde à partir de l'accès pour tous aux droits fondamentaux. Cette orientation commune donne son sens à la convergence des mouvements et se traduit par une nouvelle culture de la transformation qui se lit dans l'évolution de chacun des mouvements.

Les débats en cours dans le mouvement mettent en avant la question stratégique. Elle soulève la question du pouvoir qui renvoie au débat sur l'Etat et recoupe celle des partis ainsi que la question du modèle de transformation sociale et de la nature du développement.

¹ Gustave Massiah, représentant du CRID (Centre de Recherches et d'Informations sur le Développement) au Conseil International du Forum Social Mondial. Ancien Président du CRID. Ancien Vice Président d'Attac. Membre fondateur de l'Aitec (Association Internationale des Techniciens, Experts et Chercheurs)

2. La crise globale est une crise structurelle de la mondialisation capitaliste dans sa phase néolibérale

Cette crise n'est pas une surprise ; elle était prévue et annoncée depuis longtemps. La séquence actuelle crise financière, monétaire, immobilière, énergétique, alimentaire, économique en est une déclinaison en situation. Quatre grandes questions déterminent l'évolution de la situation à l'échelle mondiale et marquent les différents niveaux de la transformation sociale (mondiale, par grande région, nationale et locale)². Le système dominant est confronté à une quadruple : la crise écologique mondiale qui est devenue patente ; la crise du néolibéralisme ; la crise politique et idéologique ; la crise géopolitique avec la fin de l'hégémonie des Etats-Unis. La crise de l'hégémonie états-unienne s'approfondit rapidement. L'évolution des grandes régions se différencie, d'autant que les réponses de chaque région à la crise de l'hégémonie américaine sont différentes.

La phase néolibérale semble à bout de souffle. La nouvelle crise financière est d'une particulière gravité. Ce n'est pas la première crise financière de cette période (Mexique, Brésil, Inde, Argentine, etc.) et elle ne suffit pas à elle seule à caractériser l'essoufflement du néolibéralisme. La déclinaison des différentes crises est plus singulière. La crise monétaire accroît les incertitudes sur les réaménagements des monnaies. La crise immobilière aux Etats-Unis révèle le rôle que jouent le surendettement, et ses limites, en tant que moteur de la croissance. La crise énergétique et la crise climatique révèlent les limites de l'écosystème planétaire. La crise alimentaire d'une exceptionnelle gravité peut remettre en cause des équilibres plus fondamentaux. L'approfondissement des inégalités et des discriminations, dans chaque société et entre les pays, atteint un niveau critique et se répercute sur l'intensification des conflits et des guerres et sur la crise des valeurs. Les institutions responsables de la régulation du système économique international (FMI, Banque Mondiale, OMC) ont perdu leur légitimité.

3. L'urgence est de faire face aux dangers de la crise

Le premier danger concerne la pauvreté. Les sorties de crise habituelles consistent à faire payer la crise aux pauvres, et d'abord aux discriminés et aux colonisés. Il s'agit aussi de raboter les couches moyennes. Et même, si ça ne suffit pas, de faire payer certaines catégories de riches ; ce qui laisse préfigurer de fortes contradictions.

Le deuxième danger concerne la restriction des libertés et de la démocratie. Des politiques de sortie de crise fondées sur des orientations socialement régressives s'appuient en général sur les mesures de répression, de criminalisation des mouvements sociaux, de pénalisation de la solidarité, d'instrumentalisation du terrorisme, d'idéologie sécuritaire, de xénophobie, d'agitation raciste, islamophobe et nationaliste, d'exploitation des boucs émissaires, des migrants et des nomades. Cette évolution peut aller dans certaines régions vers des régimes autoritaires et répressifs et même vers des fascismes et des populismes fascisants.

Le troisième danger cible des pays qui seront marginalisés et ruinés. Les risques de guerre sont aussi une issue classique des grandes crises. N'oublions pas que le monde est déjà en guerre et que près d'un milliard de personnes vivent dans des régions en guerre. Les conflits sont permanents et la déstabilisation systématique. Les formes de guerre ont changé avec la militarisation des sociétés, l'apartheid global, la guerre des forts contre les faibles, la banalisation de la torture.

Pour lutter contre ces dangers il faudra renforcer les résistances et élargir les alliances et les coalitions contre la pauvreté, pour les libertés, la démocratie et la paix.

4. La perspective est d'approfondir les opportunités ouvertes par la crise

Les dangers sont connus, les opportunités ouvertes le sont moins. Les possibilités de dépassement de la logique dominante sont en gestation dans les sociétés actuelles et dans la société mondiale. Elles peuvent être identifiées à partir de l'analyse des impasses de la

² Gustave Massiah. Les dangers et les opportunités de la crise. Avril 2009 <http://www.france.attac.org/spip.php?article9568>

période néolibérale, des échecs du soviétisme, des limites du keynésianisme des « trente glorieuses », de la crise de la décolonisation.

Retenons six opportunités ouvertes par la crise. D'abord, la défaite idéologique du néolibéralisme favorise la montée en puissance de la régulation publique. Ensuite, la redistribution des richesses et le retour du marché intérieur redonnent une possibilité de stabilisation et de garantie des revenus et de la protection sociale, de redéploiement des services publics. De même, l'urgence écologique nécessite une mutation du mode de développement social. Dans le même sens, la crise du modèle politique de représentation renforce la nécessité de la démocratie sociale et de la démocratie participative et une nouvelle réflexion sur les pouvoirs. De plus, le rééquilibrage entre le Nord et le Sud ouvre une nouvelle phase de la décolonisation et une nouvelle géopolitique du monde. Il s'accompagne d'une nouvelle urbanisation et des migrations qui sont les nouvelles formes du peuplement de la planète. Enfin un système de régulation mondiale permettant de penser et de réguler la transformation sociale à l'échelle de la planète et ouvrant la perspective d'une citoyenneté mondiale. Le mouvement altermondialiste est porteur de ces opportunités.

5. Les issues à la crise ne sont pas prédéterminées

L'incertitude demeure sur les temps et les horizons de la crise. Il est probable qu'un nouveau cycle caractérisera les 25 à 40 prochaines années. Il n'est pas prédéterminé et plusieurs sorties sont possibles. La crise du néolibéralisme est liée à la montée en puissance de l'altermondialisme qui a aiguisé les contradictions internes au système. Pour autant, la crise du néolibéralisme ne signifie pas sa disparition inéluctable. De plus, le mouvement altermondialiste n'est pas le seul mouvement antisystémique par rapport à la logique dominante du système.

Deux grandes tendances sont possibles à moyen terme. Plusieurs variantes sont possibles autour de chaque tendance. La première tendance est celle d'une dominante conservatrice avec une confortation d'un néolibéralisme de guerre. La deuxième tendance est celle d'une réforme en profondeur du capitalisme sous une forme néokeynésienne et écologique, celle d'un « Green New-Deal ». Une issue plus radicale est possible à moyen terme ; à court terme, le renforcement du mouvement altermondialiste pèsera sur les issues immédiates.

C'est dans les cinq à dix ans que se formalisera la nouvelle rationalité économique, comme le néolibéralisme s'est imposé, à partir de tendances existantes, entre 1979 et 1985. Il reste une discussion sur la suite de ce cycle à venir. Immanuel Wallerstein fait l'hypothèse d'un retournement du cycle séculaire, voire même multiséculaire, posant pour les trente ou quarante prochaines années, la question historique d'un dépassement du capitalisme et donnant ainsi une portée nouvelle à l'altermondialisme.

6. Les réponses actuelles du G20 ne sont pas à la hauteur de la crise

Le G20 ne propose pas de réponses à la hauteur de la crise. Certes plusieurs des déclarations semblent à l'opposé des principes des politiques des années passées. Prenons en acte et n'hésitons pas à le rappeler. Pour autant, dans quelle mesure peut-on faire confiance aux dirigeants du G20 pour mettre en place une nouvelle régulation et en accepter les conséquences ? En fait, en dehors d'un accord sur les plans de relance, les dirigeants espèrent, ou laissent croire, que la crise se calmera en 2010, et qu'il sera bien temps de voir s'il faudra aller plus loin dans l'idée d'une régulation consistante de l'économie mondiale. Par rapport à la période Bush, la victoire d'Obama pourrait ouvrir des perspectives. Pour autant, il est peu probable que la nouvelle politique des Etats-Unis se dégage, sans ruptures difficiles, de la stricte défense de leurs intérêts et de leur hégémonie.

Pour l'instant, les orientations dominantes du G20 ne sont pas probantes. L'évasion fiscale est mise en cause mais rien n'est avancé sur les trous noirs de l'économie mondiale. Les multinationales, les banques et les mafias pourront continuer à mener la danse en fonction des seuls intérêts de leurs actionnaires cachés. Aucune réelle préoccupation n'est apparue concernant la redistribution des richesses. La relance se traduit par des crédits massifs, mais pour les banques et les entreprises, qui continuent pourtant de licencier tout en rémunérant grassement leurs cadres-dirigeants. La croyance aveugle au commerce mondial et à la

croissance ont été réaffirmés. Le FMI et la Banque mondiale ont été félicités, dotés et promus ; alors même que les politiques économiques imposées sont toujours marquées du sceau du néolibéralisme.

Les discours sur la sortie de crise imminente seront bientôt infirmés. La reprise boursière cache mal la crise économique et le chômage. Le temps des crises structurelles est long. En 1929, après la crise ouverte et la Grande dépression de 1930, c'est en 1933 que le programme du New-Deal a été défini et adopté. Et il a fallu attendre 1945, après une guerre mondiale, pour qu'il soit appliqué.

Le débat sur les orientations stratégiques s'organise autour de trois pôles, dès lors qu'on laisse de côté le G20 surtout préoccupé par des considérations tactiques et attentistes. Les trois pôles que nous proposons de retenir sont celui d'un Green New-Deal, celui du mouvement syndical international et celui du mouvement altermondialiste.³

7. Le pôle d'un Green New-Deal propose une refondation du système international et du capitalisme

Le premier pôle est organisé autour des instances les plus ouvertes des Nations unies. Il s'agit d'abord de l'Assemblée générale des Nations unies, le « G192 » comme l'avait désigné son ancien président Miguel d'Escotto. Les recommandations de la Commission présidée par Joseph Stiglitz⁴ sont confortées par deux rapports du système des Nations unies : celui de l'OIT qui propose un plan mondial pour l'emploi⁵ et celui de la CNUCED qui propose une réforme du commerce mondial et des politiques de développement⁶.

Leur approche, souvent qualifiée de Green New Deal, préconise une régulation publique qui s'inspire de l'esprit de Bretton Woods et qui reprend à son compte quelques-uns des paradigmes keynésiens adaptés à une économie ouverte plutôt qu'à une régulation nationale, et affirme la prise de conscience des limites écologiques. Le rapport de la CNUCED propose d'en finir avec les marchés financiers déréglementés et avance l'idée d'une re-régulation multilatérale et concertée via l'ONU et une conception du commerce mondial qui refuse les dumpings sociaux, écologiques, fiscaux et monétaires, sans remettre en cause le libre-échange dans son principe. Le rapport de l'OIT met l'accent sur la lutte contre le chômage, dont il prévoit une explosion. Il préconise l'extension des systèmes d'assurance et d'indemnisation des chômeurs, la promotion du travail décent pour lutter contre la précarité, des investissements publics dans les infrastructures et le logement ainsi que dans les emplois verts⁷, le soutien aux PME et le développement du dialogue social à tous les niveaux. Le rapport Stiglitz reflète également une conscience aiguë de la nécessité des régulations et réorientations d'un système mondial de plus en plus incontrôlé. Il sacrifie bien à des envolées rituelles sur le commerce mondial et la lutte contre le protectionnisme. Mais il y a aussi des ouvertures sur les fonds additionnels mondiaux (les droits de tirage spéciaux) articulés aux grandes devises, les monnaies régionales, les nouveaux paradigmes du développement, la réforme des institutions internationales, la réduction réelle des paradis fiscaux et judiciaires. Il s'agit d'un programme réformateur de l'économie mondiale, d'une proposition de refondation du capitalisme.

8. Le pôle du mouvement syndical international est soucieux de lier la prise en compte de la situation des producteurs à des perspectives à moyen terme

³ Julien Lussion et Gustave Massiah. Les issues stratégiques de la crise. Mai 2009
<http://www.france.attaac.org/spip.php?article9972>

⁴ Les « Recommandations de la Commission d'experts au président de l'Assemblée générale des Nations unies sur la réforme du système monétaire et financier international » (19 mars 2009) peuvent être consultées à l'adresse :
<http://www.un.org/ga/president/63/letters/recommendationExperts200309.pdf>

⁵ Les recommandations de l'OIT, inscrites dans son rapport « Tendances mondiales de l'emploi » (janvier 2009) peuvent être consultées à l'adresse : http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_103280.pdf

⁶ Les recommandations de la CNUCED « The global economic crisis: Systemic Failures and Multilateral Remedies » (19 mars 2009) peuvent être consultées, en anglais, à l'adresse : http://www.unctad.org/en/docs/gds20091_en.pdf (Résumé en français : http://www.unctad.org/fr/docs/gds20091overview_fr.pdf).

⁷ « Emplois verts : Pour un travail décent dans un monde durable, à faibles émissions de carbone », (septembre 2008) - http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---webdev/documents/publication/wcms_098488.pdf

Le deuxième pôle est celui du mouvement syndical international qui occupe une place centrale dans les mobilisations sociales et citoyennes contre les effets néfastes de la crise. Le mouvement syndical insiste sur la nécessité d'en finir avec le modèle néolibéral. Il considère qu'une réponse radicale par les gouvernements est nécessaire. Ses recommandations⁸ complètent une réflexion engagée depuis plusieurs mois par le TUAC sur la réglementation financière⁹.

Le mouvement syndical inscrit ses revendications de court et moyen terme dans une perspective de développement durable à laquelle il porte une grande attention. Il s'agit de travailler à enrayer la crise au plus vite et à organiser une économie mondiale plus juste et plus soutenable pour les générations futures. Il préconise un plan international de relance et de croissance durable coordonné, qui recoupe une partie des propositions du plan de l'OIT. Il articule très court et moyen termes : investissements massifs pour l'emploi dans le développement d'infrastructures stimulant la croissance de la demande et la productivité de moyen terme ainsi que dans le soutien aux bas revenus, politiques actives du marché du travail, développement des filets de sécurité sociale, investissement dans une « économie verte » visant une croissance à faible émission de carbone, développement de l'accès aux ressources et renforcement des marges de manœuvre politiques permettant aux économies émergentes et en développement de poursuivre des stratégies anti-cycliques. Il insiste sur l'implication du mouvement syndical dans la décision publique. Il prend peu en compte de nombreuses questions, notamment l'agriculture paysanne, les différentes dimensions de la pauvreté, l'approfondissement des discriminations, l'emploi informel, l'économie sociale et solidaire et surtout celle des migrations.

Le mouvement paysan inscrit aussi ses revendications dans le court et moyen terme. Dans sa « Déclaration de Maputo »¹⁰, le mouvement paysan international Via Campesina affirme la convergence de plusieurs crises : alimentaire, climatique, énergétique et financière, qui trouvent leurs origines communes dans la dérégulation économique. Il prône la souveraineté alimentaire comme l'une des réponses essentielles à ces quatre crises. Basée notamment sur la promotion de circuits locaux de production et de consommation, qui permet de lutter contre l'émission des gaz à effets de serre générée par le transport des aliments sur grande distance et l'agriculture industrialisée et la lutte pour la terre, la souveraineté alimentaire se fonde sur « le changement de modèle productif vers une production agro-écologique et durable, sans pesticides et sans OGM et fondée sur les connaissances paysannes et indigènes... elles se construisent à partir des expériences concrètes ... du local au national ». Ces revendications paysannes réinterrogent utilement le lien entre les différentes crises actuelles, entre agriculture et industrie, salariat industriel et petites productions, ancrage d'alternatives locales et exigences mondiales. On retrouve là une réflexion du syndicalisme international par rapport aux enjeux climatiques et écologiques. Les positions du mouvement syndical de salariés et des mouvements paysans ouvrent les perspectives d'une alliance fondamentale, celle des producteurs.

9. Le pôle altermondialiste explore les pistes alternatives au système dominant

Le troisième pôle du débat international regroupe ceux qui considèrent que la régulation n'est pas une réponse suffisante à la crise. Il est formé par ceux qui estiment qu'une réponse radicale à la crise nécessite une rupture avec le système dominant, le capitalisme, et qui inscrivent leur action dans la durée, ce qui influe sur les actions à court terme à mener d'urgence. Comme les deux autres pôles du débat, il ne s'agit pas d'un bloc homogène mais d'une situation dans le débat stratégique qui recouvre des positions et des appréciations différentes sur les opportunités et sur les alliances.

⁸ « Déclaration syndicale internationale pour le Sommet de Londres » (26 mars 2009) http://www.tuac.org/en/public/e-docs/00/00/04/58/document_doc.phtml

⁹ « Retour à la réglementation suite à la crise financière mondiale. Document d'orientation », (novembre 2008) - http://www.tuac.org/en/public/e-docs/00/00/03/91/document_doc.phtml

¹⁰ « Déclaration de Maputo : Vème Conférence internationale de la Via Campesina », Maputo, Mozambique, 19-22 octobre 2008 : http://www.viacampesina.org/main_fr/index.php?option=com_content&task=view&id=333&Itemid=1. Cette déclaration est complétée par une « Lettre de Maputo. Agriculture paysanne et souveraineté alimentaire face à la crise mondiale » : http://www.viacampesina.org/main_fr/index.php?option=com_content&task=view&id=334&Itemid=1

Il est porté par les mouvements sociaux et citoyens, associations, syndicats et réseaux dont plus de 300 ont signé au Forum Social Mondial des propositions que l'on trouvera dans la Déclaration de Belém du 1^{er} février 2009¹¹, déclaration que plusieurs ATTAC du monde ont approfondi¹². Il est aussi porté par plusieurs mouvements qui ont rédigé, également à Belém, le 1^{er} février 2009, des déclarations sur plusieurs questions, notamment la déclaration de l'Assemblée des mouvements sociaux, la déclaration des peuples indigènes, la déclaration des femmes, la déclaration pour les droits des migrants¹³.

Ces propositions esquissent des alternatives qui doivent être avancées dès maintenant. Celles de la première déclaration concernent le rôle prédominant à attribuer aux Nations unies dans la réglementation du système international, la socialisation du système bancaire, le contrôle strict des mouvements de capitaux, l'évolution des formes de propriété, la nécessité de lier les revenus au travail. Comme la commission Stiglitz et le pôle syndical international, elles avancent la création de monnaie de réserve régionale. Mais elles dessinent, en outre, une perspective de démocratisation radicale de l'économie. Elles sont moins précises sur les formes de l'implication citoyenne et civile dans la régulation et sur les implications radicales d'une prise en compte des contraintes écologiques. Mais elles se prolongent dans les discussions actuelles qui explorent une démarche radicalement alternative, celle de « la prospérité sans la croissance »¹⁴ qui met en discussion le rapport entre croissance, développement et contraintes écologiques. Cette réflexion, reprise y compris dans certains cadres institutionnels, démontre la progression des propositions défendues par les sociétés civiles et les mouvements sociaux, écologistes et citoyens.

Ces préoccupations recoupent celles exprimées à l'occasion du Forum social mondial de Belém. Celles-ci soulignent en effet le défi historique que représente la crise capitaliste internationale aux différents plans alimentaire, financier, économique, climatique, énergétique, migratoire et au final, de civilisation. Elles insistent sur la nécessité d'aller à la racine du problème (ce qui est la définition de la radicalité) et de construire une société basée sur la satisfaction des besoins sociaux, le respect des droits de la nature ainsi que la participation populaire dans un contexte de pleine liberté politique - et pour cela de garantir l'exécution de tous les traités internationaux sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels (individuels et collectifs) qui sont indivisibles.

10. L'alternative articule les nécessaires ruptures et la mise en œuvre, à partir des luttes, de pratiques concrètes d'émancipation

Il n'y a pas de rupture de continuité entre les résistances qui restent plus que jamais nécessaires, et les alternatives qui contribuent à leur donner un sens. Les propositions sont fondées sur la convergence des mouvements sociaux et citoyens. Elles combinent les luttes et les résistances, les campagnes et les mobilisations, les pratiques sociales innovantes, l'élaboration, les alternatives, les propositions de négociation.

L'expertise citoyenne conteste le monopole de l'expertise dominante et de la pensée unique ; elle concrétise le passage de « TINA » (There Is No Alternative) cher à Madame Thatcher à la capacité de penser un autre monde possible. Le passage des résistances aux propositions s'est fait progressivement. Le mouvement citoyen mondial s'est attaché à soumettre à un débat public, critique et international, les systèmes et les mécanismes qui structurent le monde, sur les plans économiques et sociaux, politiques et militaires, culturels et idéologiques.

¹¹ « Pour un nouveau système économique et social. Mettons la finance à sa place ! »

<http://www.choike.org/campaigns/camp.php?5>

¹² « Document de référence. Pour un nouveau modèle économique et social. Mettons la finance à sa place » (26 mars 2009) <http://www.france.attac.org/spip.php?article9786>

¹³ On trouvera l'ensemble des déclarations, la déclaration de l'Assemblée des mouvements sociaux, la déclaration des peuples indigènes, la déclaration des femmes, celle pour les droits des migrants en français sur le site OpenFSM à l'adresse : <http://openfsm.net/projects/facili-tation-de-fsl/les-assemblees-de-l-evenement-fsm-de-belem>.

La Déclaration de l'Assemblée des mouvements sociaux « Nous ne payerons pas la crise ! Que les riches la paient ! Pour des alternatives anti-impérialistes, anti-capitalistes, féministes, écologistes et socialistes ! » est également disponible en plusieurs langues sur le site du CADTM, cf. pour la version française, à l'adresse : <http://www.cadtm.org/spip.php?article4079>.

¹⁴ Sustainable Development Commission UK « Prosperity without growth ? The transition to a sustainable economy », 30 mars 2009 - <http://www.sd-commission.org.uk/publications.php?id=914>

Un stock considérable de propositions, portées par les plateformes et les campagnes, discutées avec les chercheurs et avec les institutions des Nations Unies, ont constitué un fonds de référence et de discussions pour les Forums sociaux. Les conférences mondiales, organisées pour faire face à la tentative de marginalisation des Nations Unies menée par le G5 dès 1979, s'est concrétisée par une proposition d'alliances entre certains secteurs du système des Nations Unies avec les mouvements sociaux et citoyens, au départ les associations de solidarité internationale et les écologistes, en 1992 à Rio, élargies aux collectivités locales à Istanbul en 1996. Dans les sommets parallèles et dans les contre-sommets le débat public a porté sur l'environnement et le développement, à partir de Rio ; sur les politiques sociales et la pauvreté, à Copenhague ; sur les droits économiques, sociaux et culturels, à Vienne ; sur la population, au Caire ; sur les droits des femmes, à Pékin ; sur la ville et l'habitat, à Istanbul ; sur le climat, à Kyoto et à Copenhague ; sur le financement du développement, à Monterrey ; etc.

La mise en avant de la construction des alternatives au système actuel, prépare le plus long terme, à partir des pratiques sociales d'innovation et de résistance et de la popularisation des propositions mises en avant par le Forum social mondial. Elle montre l'imbrication entre les réaménagements et les ruptures correspondant à des perspectives plus radicales. L'altermondialisme donne une perspective à la sortie de la crise globale dans ses différentes configurations. Il permet de renforcer, en poussant les résistances contre les conservatismes autoritaires et répressifs et les revendications pour la modernisation sociale, les coalitions pour les libertés, et la démocratie. Il permet de lutter contre la constitution d'un nouveau bloc hégémonique formé par une alliance entre les néolibéraux et les néokeynésiens et de pousser le Green New-Deal mondial à dépasser ses limites. Il permet d'imposer à travers les luttes des pratiques concrètes d'émancipation et d'esquisser les alternatives. Un nouveau projet d'émancipation collective est à l'ordre du jour. Le capitalisme n'est pas éternel, la question de son dépassement est d'actualité. Nous pouvons et nous devons commencer dès maintenant à revendiquer et à construire un autre monde possible.

Gustave Massiah
30-11-09